

2 Politique

Activités présidentielles

La diplomatie encore une fois en pole position

O. N.

Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a échangé avec les représentants, au Gabon, de plusieurs pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, hier, au palais de la présidence de la République.

LA diplomatie était à nouveau au cœur des activités du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, hier. Cette fois, ce sont les ambassadeurs de Russie, de France, de Chine, ainsi que le Chargé d'Affaires des Etats-Unis, tous des pays membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu), qui ont été reçus au palais du bord de mer. Dmitry Kourakov, Philippe Autié, Changchun Hu, et Sam Watson ont donc eu un entretien avec le numéro un gabonais.

Les échanges entre le président de la République et ce groupe de diplomates de haut rang ont essentiellement porté sur plusieurs dossiers aussi bien d'ordre bilatéral que multilatéral. "Nous, diplomates, sommes très rassurés par l'état de santé de S.E.M. le président Ali Bongo Ondimba. Nous avons saisi l'occasion de cet échange pour nous entretenir sur des dossiers d'ordre bilatéral, multilatéral et des questions d'intérêt commun", a déclaré au sortir de l'audience, le



Poignée de main entre Ali Bongo Ondimba et Changchun Hu (Chine).



Bref échange entre le chef de l'Etat et l'ambassadeur de France, Philippe Autié.



Une phase des échanges.

premier citoyen russe au Gabon, par ailleurs vice-doyen du Corps diplomatique accrédité dans notre pays.

Il faut souligner que cette rencontre intervient moins d'une semaine après la visite de travail et d'amitié effec-

tuée à Libreville par le président togolais Faure Essozimna Gnassingbé. Au cours de son séjour en terre gabo-

naise, le président du Togo qui assure actuellement la présidence tournante de la Communauté économique

des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avait eu un entretien avec son homologue gabonais qui, pour sa part, assure également la présidence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Au cœur de l'entretien entre Ali Bongo Ondimba et Faure Essozimna Gnassingbé, mardi dernier, les questions sécuritaires, objet d'un sommet conjoint CEDEAO-CEEAC, qu'ils avaient co-présidé en juillet 2018. Le renforcement de la coopération entre nos deux pays étaient également à l'ordre du jour. Au terme de leurs échanges, le président togolais s'était déclaré "soulagé et rassuré de voir son homologue gabonais en pleine forme et aux affaires en étant très au fait de la situation politique et sécuritaire du continent".

A noter également que la rencontre, hier, entre le chef de l'Etat et les diplomates russe, chinois, français et américains intervient quelques jours après la visite que lui avaient rendue le doyen et le vice-doyen du Corps diplomatique accrédité au Gabon. Les ambassadeurs Philippe Mangou (Côte d'Ivoire) et Dmitry Kourakov avaient eux aussi, au cours de leur entretien avec Ali Bongo Ondimba, abordé des questions tant bilatérales que multilatérales.

Disparition de 353 conteneurs de Kevazingo au Port à bois d'Owendo

La présidence de la République exige que la lumière soit faite

Stéphane MASSASSA

Libreville/Gabon

C'est son porte-parole, Ike Nguouoni Aila Oyouomi, qui l'a fait savoir, hier, à la faveur d'un communiqué rendu public. «Le président de la République prendra toutes les mesures qui s'imposent, sur les plans administratif et politique», a-t-il assuré.

LA disparition des 353 conteneurs de Kevazingo au Port à bois d'Owendo,

annoncée par le procureur de la République, lundi dernier, ne restera pas sans conséquence et impunie, car les responsables devront répondre de leur acte.

C'est du moins ce qui ressort du communiqué rendu public, hier, par le Porte-parole de la présidence de la République, Ike Nguouoni Aila Oyouomi. Lequel a exigé, au nom de la première institution du pays, la plus grande sévérité dans le traitement de "cette affaire d'une extrême gravité". «La présidence de la République a demandé

aux institutions compétentes que la lumière, toute la lumière, soit faite à ce sujet», a déclaré le porte-parole de la présidence. Avant de poursuivre : «Elle souhaite que des peines exemplaires, une fois les responsables identifiés et confondus, soient prononcées». Aucune impunité ne devrait être permise, à en croire Ike Nguouoni, qui a également invité la justice, avec le temps qui la caractérise, à faire son travail. Et cela, en toute indépendance. «Il ne doit y avoir ni faiblesse, ni impunité, ni passe-droit, quel que soit le

rang des personnes concernées, des individus impliqués», a-t-il laissé entendre. Non sans indiquer que le chef de l'Etat prendra, pour sa part, toutes les mesures qui s'imposent, sur le plan administratif et politique. «Si des responsables, quels qu'ils soient, où qu'ils soient, ont failli, ils seront durement sanctionnés», a d'ores et déjà promis la présidence de la République. Car, soutient l'orateur, "la corruption n'a pas sa place au Gabon". Et de ce fait, a-t-il conclu, "notre bras ne tremblera pas".



Le porte-parole de la présidence de la République, Ike Nguouoni Aila Oyouomi : "Notre bras ne tremblera pas".

Petit angle

J.KOMBILE.MOUSSAVOU

Libreville/Gabon

ON ne peut que saluer des deux mains la sortie qu'a effectuée, hier, le porte-parole de la présidence de la République, Ike Nguouoni Aila Oyouomi. Et surtout vivement espérer, comme il l'a indiqué, que "la lumière, toute la lumière soit faite" dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler l'affaire de la disparition de trois-cent-cinquante-trois (353) conteneurs de Kevazingo au port d'Owendo. Un véritable

scandale. Toute autre attitude sera incompréhensible, à l'heure où de nombreux compatriotes sont appelés à faire d'énormes sacrifices, au motif que le gouvernement doit mettre en œuvre des réformes nécessaires au redressement économique et financier de notre pays. On comprendrait difficilement, en effet, qu'en ces temps d'austérité, des individus, quelque soit leur rang, puissent impunément soustraire des conteneurs placés sous scellés par la Justice. Et jouir ainsi, sur le dos du plus grand nombre, des fruits de la concussion en privant l'Etat de quelques

ressources substantielles. Lesquelles, soit dit en passant, s'élèveraient à plusieurs dizaines de milliards de nos francs. Quelque part, cela reviendrait à brouiller le message envoyé aux potentiels investisseurs et aux bailleurs de fonds internationaux. En tout cas, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a donné l'impulsion, sonnant la fin de l'impunité. À cet égard, Ike Nguouoni Aila Oyouomi s'est voulu ferme et déterminé en indiquant : "La justice, avec le temps qui la caractérise, doit faire son travail. Elle le fera en toute indépendance. Il ne doit y avoir ni faiblesse, ni impunité, ni passe-

droit, quelque soit le rang des personnes concernées, des individus impliqués (...) Notre bras ne tremblera pas. La corruption n'a pas sa place au Gabon". C'est dire que de nombreux compatriotes ont désormais les yeux rivés sur le Palais de justice, en espérant que l'enquête aille à son terme. Et que toutes les responsabilités soient établies, les coupables identifiés et punis, conformément aux dispositions légales en vigueur. Il en va de sa crédibilité et partant celle de la parole publique. Les Gabonais attendent donc que des têtes tombent !

Que des têtes tombent !